

Service prévention des risques anthropiques  
1 Rue du Parlement  
BP 80556  
51022 Châlons-en-champagne

Châlons-en-champagne,  
le 12 septembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 19/08/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **ARCELORMITTAL CENTRES DE SERVICES**

1 RUE EMILE DRUART  
ZIO  
51050 Reims

Références : 25-457\_VJ/AR  
Code AIOT : 0005701862

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 19 août 2025 de l'établissement ARCELORMITTAL CENTRES DE SERVICES implanté 1 RUE EMILE DRUART ZIO à Reims (51050). L'inspection a été annoncée le 08/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

Le site ArcelorMittal Centres de Services de Reims (COLBERT Sud) a cessé définitivement son activité le 30 juin 2025. La visite avait pour objectif de contrôler le respect des dispositions du Code de l'environnement relatives à la cessation d'activité ICPE de ce site, qui était soumis au régime de l'enregistrement.

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- ARCELORMITTAL CENTRES DE SERVICES
- 1 RUE EMILE DRUART ZIO 51050 Reims
- Code AIOT : 0005701862
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Le site ARCELOR MITTAL CENTRES DE SERVICES - Colbert Sud a accueilli à partir des années 1960 une unité de refendage dans un bâtiment composé de six halls. Le refendage consiste à couper ou à fendre des bobines d'acier en bandes ou en lanières plus étroites. Cette activité était régulièrement autorisée par l'arrêté préfectoral d'autorisation du 1er juillet 1961, tel que modifié par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-04-IC du 20 février 2024, au titre de la rubrique n° 2560 (E) de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement (ICPE). En date du 30 juin 2025, le site a définitivement cessé son activité.

#### Thèmes de l'inspection :

- AN25 Libération foncier SSP
- Sites et sols pollués

## 2) Constats

### 2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :**

| N° | Point de contrôle               | Référence réglementaire                                     | Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection <sup>(1)</sup> | Proposition de délais |
|----|---------------------------------|-------------------------------------------------------------|----------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|-----------------------|
| 1  | Notification – Mise en sécurité | Code de l'environnement du 30/06/2025, article R. 512-46-25 | Demande de justificatif à l'exploitant                                                                                     | 1 mois                |
| 2  | Usage futur du site             | Code de l'environnement du 30/06/2025, article R. 512-46-26 | Demande d'action corrective                                                                                                | 1 mois                |

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'exploitant a notifié sa cessation d'activité par courrier du 28 avril 2025. Cette notification a été complétée par un plan des terrains concernés et un planning prévisionnel de cessation d'activité lors de l'inspection. La consultation sur l'usage futur du site n'a pas été réalisée. L'exploitant doit effectuer ces consultations et en informer le Préfet.

La mise en sécurité du site est en cours et devrait se terminer en fin d'année 2025. Le site est sécurisé par des dispositifs de verrouillage et de surveillance. Aucun produit dangereux n'est présent sur le site, à l'exception des huiles de vidange des machines en cours de démantèlement conditionnées dans des contenants adaptés, des bonbonnes de gaz nécessaires aux activités de démantèlement des machines et d'une cuve à huile qui a vocation à être démantelée.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Notification – Mise en sécurité**

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|-------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/06/2025, article R. 512-46-25                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité - enregistrement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
| <b>Prescription contrôlée :</b><br><br><i>I.- Lorsqu'il procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1, l'exploitant notifie au préfet la date d'arrêt définitif des installations trois mois au moins avant celle-ci, ainsi que la liste des terrains concernés. Il est donné récépissé sans frais de cette notification.</i><br><i>II.- La notification prévue au I indique les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.</i><br><i>III.- Dès que les mesures pour assurer la mise en sécurité sont mises en œuvre, l'exploitant fait attester, conformément à l'avant-dernier alinéa de l'article L. 512-7-6, de cette mise en œuvre par une entreprise certifiée dans le domaine des sites et sols pollués ou disposant de compétences équivalentes en matière de prestations de services dans ce domaine. L'exploitant transmet cette</i> |

*attestation à l'inspection des installations classées. Le référentiel auquel doit se conformer cette entreprise et les modalités d'audit mises en œuvre par les organismes certificateurs, accrédités à cet effet, pour délivrer cette certification, ainsi que les conditions d'accréditation des organismes certificateurs et notamment les exigences attendues permettant de justifier des compétences requises, sont définis par arrêté du ministre chargé de l'environnement.*

*IV.- Le cas échéant, la notification prévue au I inclut la demande de report prévue à l'article R. 512-46-24 bis.*

#### **Constats :**

La société ARCELOR MITTAL CENTRES DE SERVICES - Colbert Sud (AMCS) était autorisée par arrêté préfectoral du 1er juillet 1961 pour les activités de travail mécanique des métaux et alliages sous la rubrique n° 2560 de la nomenclature des ICPE. En 2013 puis en 2017, la rubrique n° 2560 a été modifiée (Décret n° 2013-1205 du 14 décembre 2013 et Décret n° 2017-1595 du 21 novembre 2017), faisant disparaître le régime d'autorisation au profit de l'enregistrement. Ce nouveau classement a été acté par l'arrêté préfectoral complémentaire n° 2024-APC-04-IC du 20 février 2024.

Par courrier du 28 avril 2025, la société AMCS a informé le préfet de la cessation d'activité de son site de Reims (Colbert Sud) à la date du 30 juin 2025. La Préfecture a accusé réception de cette notification par courrier n° 2025-05-61 du 16 mai 2025. Cette notification n'indiquait pas :

- La liste des terrains concernés par la cessation d'activité,
- les mesures prises ou prévues, ainsi que le calendrier associé, pour assurer, dès l'arrêt définitif des installations, la mise en sécurité, telle que définie à l'article R. 512-75-1, des terrains concernés du site.

Lors de la visite, l'exploitant a fourni à l'inspection un plan du site, ainsi qu'un plan cadastral. L'inspection constate que le site est implanté sur les parcelles AC028 et AC029 dont AMCS est propriétaire, ainsi qu'une partie de la parcelle AC087 et du canal de l'Aisne à la Marne appartenant au domaine public. La parcelle AC028 comprend un bâtiment administratif qui accueille des services d'autres sites ArcelorMittal encore en activité. Il appartient à l'exploitant de se positionner sur le périmètre précis des terrains concernés par la cessation d'activité.

Lors de la visite, l'exploitant a également communiqué à l'inspection un planning prévisionnel de la cessation d'activité. La mise en sécurité du site devrait être finalisée pour fin 2025.

Les inspecteurs ont procédé à la visite des halls 1 à 6 du bâtiment de production, ainsi que de la zone extérieure réservée à la cuve d'huile encore en place. Le bâtiment comprenait des machines de production pour le déroulage et le refendage d'acier, ainsi que des fosses qui servaient au stockage de bobines d'acier. Les inspecteurs ont constaté que les machines de déroulage DR7 et DR14 étaient démontées. Sur ce chantier de démontage, une cuve de récupération des huiles de vidange était présente ; elle sera évacuée conformément à la réglementation. L'inspection a aussi observé la présence de bouteilles de gaz servant au démontage des machines.

Lors de la visite du bâtiment, l'inspection a constaté que des mesures de surveillance et des dispositifs de verrouillage des portes étaient en place et fonctionnels.

L'exploitant a indiqué à l'Inspection avoir fait appel au bureau d'études spécialisé HPC Envirotec pour la réalisation des prestations relatives à la cessation d'activité et aux sites et sols pollués. Il a informé l'inspection que :

- l'étude historique était finalisée et qu'il venait de recevoir le rapport de la part du bureau d'études HPC Envirotec,
- et que le diagnostic environnemental du site a démarré en août 2025.

|                                                                                                                                      |
|--------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b>                                                                     |
| L'exploitant doit compléter la notification de cessation d'activité en indiquant les terrains concernés par la cessation d'activité. |
| <b>Type de suites proposées :</b> Avec suites                                                                                        |
| <b>Proposition de suites :</b> Demande de justificatif à l'exploitant                                                                |
| <b>Proposition de délais :</b> 1 mois                                                                                                |

## N° 2 : Usage futur du site

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                           |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 30/06/2025, article R. 512-46-26                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                              |
| <b>Thème(s) :</b> Risques chroniques, Cessation d'activité - enregistrement                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                               |
| <p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p><i>I.-Lorsque l'exploitant procède à une cessation d'activité telle que définie à l'article R. 512-75-1 et que le ou les usages des terrains concernés ne sont pas déterminés par l'arrêté d'enregistrement, le ou les usages à considérer sont déterminés conformément aux dispositions du présent article et à la typologie des usages définie au I de l'article D. 556-1 A.</i></p> <p><i>II.-Au moment de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25, l'exploitant transmet au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière d'urbanisme et aux propriétaires du terrain d'assiette de ou des installations classées concernées par la cessation d'activité, les plans du site et les études et rapports communiqués à l'administration sur la situation environnementale et sur les usages successifs du site ainsi que ses propositions sur le ou les usages futurs qu'il envisage pour ces terrains. Il transmet dans le même temps au préfet une copie de ses propositions.</i></p> <p><i>Les personnes consultées notifient au préfet et à l'exploitant leur accord ou désaccord sur ces propositions dans un délai de trois mois à compter de la réception des propositions de l'exploitant. En l'absence d'observations dans ce délai, leur avis est réputé favorable. En cas d'avis favorable de l'ensemble des personnes consultées, l'exploitant informe le préfet et les personnes consultées du ou des usages futurs retenus pour les terrains concernés.</i></p> <p><i>III.-A défaut d'accord entre l'exploitant, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent et les propriétaires des terrains d'assiette concernés, l'usage retenu pour les terrains concernés est un usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif, sauf s'il est fait application des IV et V.</i></p> <p><i>IV.-Dans les cas prévus au troisième alinéa de l'article L. 512-7-6, le maire ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale peuvent transmettre au préfet, à l'exploitant et aux propriétaires des terrains, dans un délai de deux mois à compter de la notification du désaccord mentionnée au deuxième alinéa du II, un mémoire sur une éventuelle incompatibilité manifeste de l'usage comparable à celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif avec l'usage futur de la zone et des terrains voisins tel qu'il résulte des documents d'urbanisme. Le mémoire comprend également une ou plusieurs propositions d'usage pour le site.</i></p> <p><i>V. - Dans un délai de deux mois après réception du mémoire et après avoir sollicité l'avis de l'exploitant et des propriétaires des terrains d'assiette concernés, le préfet se prononce sur l'éventuelle incompatibilité manifeste appréciée au regard des documents d'urbanisme en vigueur à la date de la notification prévue au I de l'article R. 512-46-25 et de l'utilisation des terrains situés au voisinage des terrains concernés. Il fixe le ou les usages à prendre en compte pour déterminer les mesures de gestion à mettre en œuvre dans le cadre de la réhabilitation et les communique au maire ou au président de l'établissement public de coopération intercommunale compétent en matière</i></p> |

|                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                       |
|---------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------------|
| <p><i>d'urbanisme, et aux propriétaires des terrains d'assiette concernés.</i></p> <p><i>A défaut de décision du préfet dans ce délai de deux mois ou en l'absence de transmission du mémoire, l'usage retenu est un usage appartenant à la même catégorie de la typologie des usages prévue au I de l'article D. 556-1 A que celui de la dernière période d'exploitation des installations mises à l'arrêt définitif.</i></p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                        |
| <p><b>Constats :</b></p> <p>L'usage futur du site n'est pas déterminé par l'arrêté préfectoral. Par conséquent, l'exploitant doit déterminer l'usage selon la typologie des usages figurant à l'article D. 556-1A du Code de l'environnement et la procédure décrite à l'article R. 512-46-26 du même code.</p> <p>L'exploitant a informé l'inspection qu'il avait entamé des discussions concernant l'usage futur du site avec les élus et la Préfecture de la Marne, mais n'avait pas formalisé de consultation avec une proposition d'usage telle que prévue par l'article R. 512-46-26.</p> <p>Les inspecteurs ont précisé à l'exploitant que, selon le périmètre du site sur lequel porte la cessation d'activité, une consultation des propriétaires des parcelles AC087 et du canal de l'Aisne à la Marne sera nécessaire.</p> |
| <p><b>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</b></p> <p>L'exploitant procède à la consultation sur l'usage futur du site telle que définie à l'article R. 512-46-26 du Code de l'environnement.</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                |
| <p><b>Type de suites proposées :</b> Avec suites</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                  |
| <p><b>Proposition de suites :</b> Demande d'action corrective</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                     |
| <p><b>Proposition de délais :</b> 1 mois</p>                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                                          |